

Initiatives

« Des opportunités pour la technique agricole »

Le 13 juin 2021, les deux initiatives anti-pesticides ont été rejetées sans équivoque. Quel est l'impact pour l'agriculture et pour la technique agricole ?

La campagne de votation a permis de trancher : la société continuera de faire pression sur l'agriculture. La sphère politique avait déjà été claire le 19 mars dernier avec le plan de réduction des pesticides. Mais l'initiative populaire « Non à l'élevage intensif en Suisse » annonce une autre votation. Agriculture respectueuse des ressources, réduction des émissions de gaz à effet de serre, préservation des sols... le tout en produisant des denrées qui seront achetées et appréciées par la population : les exigences envers l'agriculture ne cessent de croître. Pour cela, elle a de plus en plus recours à la technique. Notre branche aussi est sollicitée : la politique exige des adaptations constantes en fonction des systèmes de contribution, tout comme l'évolution technologique nécessite une formation continue à long terme et de manière générale, nous devons toujours être sur le pied de guerre et intégrer de nouvelles évolutions. Samuel Guggisberg, président de la communauté d'intérêts Bauern Unternehmen, voit le bon côté

des choses : « Les nouvelles situations sont toujours des opportunités pour la technique agricole ».

L'Union suisse des paysans (USP) reste elle aussi optimiste : « L'agriculture suisse est disposée à faire avancer les choses : elle entend se développer en misant sur un système alimentaire durable. Pour cela, elle compte entamer le dialogue avec les acteurs de la chaîne de création de valeur ainsi qu'avec les consommateurs. L'objectif doit être d'amorcer un nouvel élan, également du côté du marché et de la demande étant donné que chaque achat alimentaire est une commande à l'agriculture. » Pour Markus Ritter, président de l'USP, « pour affronter l'avenir et répondre aux attentes des consommatrices et consommateurs, nous allons aussi avoir besoin de nouvelles technologies. La technique agricole joue évidemment un rôle décisif dans cette voie. »

■
Rob Neuhaus

Initiative populaire « Non à l'élevage intensif en Suisse »

Un groupe dénommé Sentience Politics a lancé l'initiative populaire nationale « Non à l'élevage intensif en Suisse ». Celle-ci réclame :

la réduction des effectifs des poules pondeuses, la suppression totale des logettes des porcs d'engraissement, les litières à la norme dans les porcheries et l'insémination naturelle.

La détention à l'attache des vaches à lait ne doit plus être autorisée que si elle est associée à des sorties régulières en plein air (SRPA).

Du point de vue de l'USP, l'initiative est inutile : L'élevage en Suisse présente de petites dimensions par rapport à ce qui se fait dans le reste du monde. Nos dispositions en matière de protection des animaux font d'ailleurs partie des plus strictes, à tel point que celles sur les effectifs maximaux empêchent l'élevage industriel. Sachant que les consommateurs ne sont pas tous disposés à payer davantage, la production nationale pourrait reculer et les importations en provenance de pays aux normes moins strictes augmenteraient.

Dans son message du 19 mai 2021, le Conseil fédéral a recommandé de rejeter l'initiative et soumis un contre-projet. La date de votation n'est pas encore connue.



Markus Ritter, Präsident des Schweizer Bauernverbands (SBV).

Markus Ritter, président de l'Union suisse des paysans (USP).

Initiativen

«Chancen für die Landtechnik»

Die beiden Agrarinitiativen wurden am 13. Juni 2021 deutlich abgelehnt. Was bedeutet das für die Landwirtschaft und die Landtechnik?

Der Abstimmungskampf hat klargemacht, dass die Gesellschaft weiterhin Druck auf die Landwirtschaft machen wird. Die Politik hatte schon am 19. März 2021 mit dem «Absenkpfad Pestizide» eine klare Ansage gemacht. Aber mit der Volksinitiative «Zur Abschaffung der Massentierhaltung» steht auch bereits eine weitere Abstimmung bevor. Ressourcenschonende Landwirtschaft, Reduktion von Treibhausgasen, Erhalten der Böden und gleichzeitig Produkte erzielen, die von der Bevölkerung geschätzt und gekauft werden – die Anforderungen an die Landwirtschaft steigen. Dabei ist sie weiterhin auf die Technik angewiesen. Auch unsere Branche ist gefordert – die Politik verlangt je nach Beitragssituation laufende Anpassungen, die technologische Entwicklung verlangt dauernde Weiterbildung, generell muss man ständig die Nase im Wind haben und

neue Entwicklungen aufnehmen. Samuel Guggisberg, Präsident der IG Bauern Unternehmen, sieht das positiv: «Neue Situationen bieten immer auch Chancen für die Landtechnik.»

Auch der Schweizer Bauernverband SBV steht der Situation positiv gegenüber: «Die Schweizer Landwirtschaft ist gewillt, diesen Prozess voranzutreiben: Sie möchte sich im Sinne eines nachhaltigen Ernährungssystems weiterentwickeln. Sie wird dazu den Dialog mit der Wertschöpfungskette sowie den Konsumentinnen und Konsumenten suchen. Ziel soll sein, auch von Seiten des Marktes und der Nachfrage einen entsprechenden Sog zu erzeugen, denn jeder Lebensmittelkauf ist eine Bestellung an die Landwirtschaft.» Markus Ritter, Präsident des SBV: «Um die Zukunft zu bewältigen und die Erwartungen der Konsumentinnen und Konsumenten zu erfüllen, wird es auch neue Technologien brauchen. Hier spielt die Landtechnik natürlich eine entscheidende Rolle.»

Rob Neuhaus

Volksinitiative «Zur Abschaffung der Massentierhaltung»

Eine Gruppe mit dem Namen Sentience Politics lancierte die nationale Volksinitiative «Zur Abschaffung der Massentierhaltung» in der Schweiz. Die Initiative fordert:

Reduktion der Bestandesgrössen bei Legehennen, die komplette Abschaffung der Kastenstände bei Mastschweinen, zudem soll Einstreu in Schweineställen zur Norm werden und die Besamung soll auf natürliche Art und Weise geschehen.

Die Anbindehaltung von Milchkühen soll nur noch in Kombination mit regelmässigem Auslauf (RAUS) erlaubt sein.

Aus Sicht des Schweizer Bauernverbandes SBV ist die Initiative unnötig: Die Schweizer Tierhaltung hat verglichen mit jener in anderen Teilen der Welt kleine Dimensionen. Unsere Tierschutzbestimmungen gehören zu den strengsten überhaupt. Regelungen zu den Höchstbeständen verhindern eine industrielle Massentierhaltung. Weil nicht alle Konsumenten bereit sind, mehr zu bezahlen, würden die inländische Produktion zurückgehen und die Importe aus Staaten mit einem tieferen Standard zunehmen.

In seiner Botschaft vom 19. Mai 2021 hat der Bundesrat empfohlen, die Initiative abzulehnen und einen Gegenvorschlag unterbreitet. Der Abstimmungstermin ist noch nicht bekannt.

Questions à Samuel Guggisberg, agro-entrepreneur et président de la CI Bauern Unternehmen

La communauté d'intérêts Bauern Unternehmen s'engage en faveur d'une agriculture rationnelle et productive. Quelles conclusions tirez-vous des résultats des votations ?

Samuel Guggisberg : Les initiatives ont été clairement refusées, mais au-delà de ça, la pression sur la branche de la production alimentaire demeurera grande. Nous devons tous nous améliorer et faire bon usage des nouveaux potentiels qui s'offrent à nous. Les technologies professionnelles, la précision dans tous les domaines, une technique de pulvérisation sûre ne sont que quelques-unes des conditions à remplir pour atteindre les prochains objectifs, comme le plan de réduction des pesticides. En fonction de la culture et de la topographie du terrain, le désherbage mécanique regagne du terrain. En effet, renoncer aux herbicides signifie utiliser davantage la charrue. Les agriculteurs doivent pouvoir utiliser toute la palette d'outils que propose la technique agricole. Pour une production alimentaire efficace en termes d'utilisation des ressources, recourir aux produits phytosanitaires de façon précise et moderne demeure nécessaire, et même possible grâce au refus des initiatives. Enfin, les mécaniciens en machines agricoles jouent un rôle capital.

Qu'attendez-vous de la technique agricole pour atteindre les objectifs ?

La branche de la technique agricole est elle aussi sollicitée. Dans ce contexte politique agité et de pression sociale croissante, il n'est pas simple de maintenir la bonne palette de produits. De plus en plus, les agriculteurs n'achèteront d'engins que s'ils ne peuvent faire autrement. Ils miseront toujours plus sur des sociétés ou des prestataires interentreprises. Pour chaque nouvelle technologie, il conviendra de regarder précisément quels en sont les avantages et les éventuels inconvénients. En règle générale, nous attendons des acteurs de la technique agricole qu'ils restent à la page et qu'ils transmettent leurs connaissances. Que ce soit sur les évolutions actuelles (comme les systèmes de télégonflage), sur la technique de pommes de terre tout-en-un ou pour les appareils mécaniques qui refont surface, il est capital pour toute notre branche que nous acquérions des connaissances et nous informions. Les nouvelles situations sont toujours des opportunités pour la technique agricole. ■

Plan de réduction des pesticides

Le 19 mars 2021, le Parlement a adopté l'initiative parlementaire « Réduire les risques de l'utilisation des pesticides ». Son plan de réduction des pesticides prévoit comme premier objectif d'ici 2027 :

Produits phytosanitaires :

Diviser par deux les risques liés à l'utilisation des produits phytosanitaires (PPh) d'ici 2027. Pour cela, la Confédération doit instaurer un système d'information central sur l'utilisation des PPh et des produits biocides. Désormais, pour recourir à ces produits, il faut le déclarer à la Confédération.

Un contrôle d'autorisation est également réalisé pour les produits de décomposition des PPh non pertinents. L'autorisation du principe actif est vérifiée dès que la concentration d'un produit de décomposition dépasse 0,1 microgramme par litre dans les eaux, que la substance soit ou non considérée dangereuse pour la santé et l'environnement. Des exceptions sont possibles pour assurer l'approvisionnement du pays.

Engrais et fourrage :

Les pertes d'éléments nutritifs devraient être réduites de façon raisonnable d'ici 2030. Cela concerne l'utilisation soignée et ciblée

d'engrais chimiques et de fumier de ferme ainsi qu'une obligation de déclaration des livraisons d'engrais et de fourrage.

Le point de vue de l'Union suisse des paysans (USP) :

La Chambre suisse d'agriculture de l'USP soutient l'initiative sur le principe. Elle entend réduire de moitié d'ici 2027 l'utilisation des PPh pour les eaux, l'eau potable et les habitats semi-naturels et ainsi régler de façon contraignante les objectifs définis dans le plan d'action relatif à l'utilisation des produits phytosanitaires. Outre l'objectif de réduction des risques, l'agriculture se prononce en faveur de cette plus grande transparence qui s'annonce en matière d'utilisation des PPh par l'agriculture, le secteur public, les particuliers et autres utilisateurs. Les membres de la Chambre suisse d'agriculture demandent également que soit défini un plan de réduction pour les biocides, qui soit inscrit dans la loi et qui prévoit les mêmes délais et objectifs chiffrés que celui des PPh. L'agriculture est tout à fait disposée à collaborer à son élaboration et à soutenir la Confédération pour sa mise en œuvre.

Fragen an Samuel Guggisberg, Lohnunternehmer und Präsident der IG Bauern Unternehmen

Die IG Bauern Unternehmen steht für eine rationale, produzierende Landwirtschaft. Welche Schlüsse ziehen Sie aus den Abstimmungsergebnissen?

Samuel Guggisberg: Die Initiativen wurden zwar abgelehnt, aber ungeachtet dessen wird der Druck auf die Lebensmittelproduktion hoch bleiben. Wir alle müssen uns stetig verbessern und neues Potenzial nutzen. Professionelle Technologie, Präzision in allen Bereichen, sichere Ausbringtechnik sind nur einige der Voraussetzungen, um die nächsten Ziele, unter anderem den Absenkpfad Pestizide zu erreichen. Je nach Kultur und Topografie wird die mechanische Unkrautbekämpfung wieder wichtig. Beim Verzicht auf Herbizid kommt der Pflug wieder vermehrt zum Einsatz. Die Landwirte müssen folglich die ganze diversifizierte Bandbreite der Landtechnik nutzen können. Für die ressourceneffiziente Lebensmittelproduktion bleibt der präzise, moderne Pflanzenschutz nötig und, dank der Ablehnung der Initiativen auch noch erhalten. Bei allem spielen die Landmaschinenmechaniker eine wichtige Rolle.

Welche Erwartungen haben Sie an die Landtechnik, um die Ziele zu erreichen?

Auch die Landtechnikbranche ist gefordert. Im schnelllebigen Umfeld und dem wachsenden gesellschaftlichen Druck ist es nicht einfach, stets auf die richtige Produktpalette zu setzen. Bauern



werden zunehmend Geräte nur noch anschaffen, wenn sich das nicht umgehen lässt. Zunehmend werden sie auch auf überbetriebliche Gemeinschaften oder Dienstleister setzen. Bei jeder neuen Technologie gilt es, genau hinzuschauen, wo die Vorteile und allfällige Nachteile sind. Grundsätzlich erwarten wir von den Landtechnikern, dass sie am Ball bleiben und Wissen vermitteln. Sei es bei aktuellen Entwicklungen, wie zum Beispiel Reifendruckregelungen, All-in-one-Kartoffeltechnik oder bei quasi wiederentdeckten mechanischen Geräten – es ist entscheidend für das ganze Umfeld, dass wir uns Wissen aneignen und Informationen teilen. Neue Situationen bieten immer auch Chancen für die Landtechnik. ■

Absenkpfad Pestizide

Das Parlament hat am 19. März 2021 die Parlamentarische Initiative «Das Risiko beim Einsatz von Pestiziden reduzieren» angenommen. Der sogenannte Absenkpfad Pestizide sieht als erstes Ziel bis 2027 vor:

Pflanzenschutz:

Halbierung der Risiken beim Einsatz von Pflanzenschutzmitteln (PSM) bis 2027. Dafür soll der Bund ein zentrales Informationssystem zur Verwendung von PSM und Biozidprodukten aufbauen. Wer PSM oder Biozide in Verkehr bringt, muss dies neu beim Bund melden.

Auch bei nicht-relevanten Abbauprodukten von PSM wird eine Zulassungsüberprüfung durchgeführt. Sobald die Konzentration eines Abbauprodukts 0,1 Mikrogramm pro Liter in einem Gewässer überschreitet, wird die Zulassung des Wirkstoffs überprüft – unabhängig davon, ob die Substanz als gefährlich für Gesundheit und Umwelt eingestuft wurde oder nicht. Ausnahmen zur Sicherung der Landesversorgung sind möglich.

Dünger und Kraftfutter:

Bis 2030 sollen die Nährstoffverluste angemessen reduziert werden. Dazu gehört der sorgfältige und gezielte Einsatz von Kunst-

und Hofdüngern sowie eine Offenlegungspflicht für Dünger- und Kraftfutterlieferungen.

Die Sicht des Schweizer Bauernverbandes:

Die Landwirtschaftskammer (LAKA) des SBV unterstützt im Grundsatz die Initiative. Diese will die Risiken durch den Einsatz von Pflanzenschutzmitteln für Gewässer, Trinkwasser und naturnahe Lebensräume bis 2027 um 50 Prozent reduzieren und damit die im Aktionsplan Pflanzenschutz festgehaltenen Ziele verbindlich regeln. Neben dem Risikoreduktionsziel befürwortet die Landwirtschaft die vorgesehene bessere Transparenz bei der Anwendung von Pflanzenschutzmitteln durch die Landwirtschaft, öffentliche Hand, private und weitere Anwender. Die Mitglieder der LAKA fordern darüber hinaus, dass für Biozide ebenfalls ein gesetzlich verankerter Absenkpfad mit gleichen Fristen und gleichen Reduktionszielen wie für Pflanzenschutzmittel definiert wird. Die Landwirtschaft ist gerne bereit, bei der Ausarbeitung mitzuarbeiten und den Bund bei der Umsetzung zu unterstützen.